

Genève, le 30 novembre 2021

**Il faut en finir avec les traités de libre-échange promus par les accords de l'OMC ! Il est temps de transformer notre système alimentaire et commercial !**

*La 12<sup>ième</sup> conférence ministérielle de l'OMC prévue à Genève du 29 novembre au 3 décembre a été annulée suite aux restrictions de voyage. Une manifestation contre l'OMC et ses politiques commerciales a eu lieu ce soir à Genève à 17h30, place Lise Girardin.*

Les crises alimentaire, climatique, environnementale, économique, démocratique et sanitaire qui culminent aujourd'hui avec la pandémie de la Covid-19 montrent clairement qu'une transformation du modèle agricole et alimentaire actuel est indispensable. Ces multiples crises ne sont pas nouvelles, elles illustrent la justesse de notre proposition qu'est la souveraineté alimentaire.

Cela fait 27 années que l'OMC a été mis en place. Sur ce socle, les traités régionaux ou bilatéraux reprennent la même logique de dérégulation. C'est une logique de privatisation de biens publics et une mise en concurrence généralisée. Mais un commerce profitable au bien-être général doit obéir à des règles d'intérêt public. L'accaparement, le pillage, la privatisation, favorisés par les accords de libre-échange sont une barbarie destructrice qui mène le monde au chaos. La concurrence pour les ressources est la cause de conflits armés et de guerres dévastatrices. Cela a aggravé la crise des migrant.e.s en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe.

Le climat, les sols, les ressources en eau, la biodiversité, les paysan.ne.s du monde, les populations précarisées et les pays du Sud paient un tribut trop lourd. Cet esprit de concurrence nous mène dans le mur.

Malgré la signature de multiples accords comme l'Accord de Paris sur le climat, les traités sur la biodiversité ou la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.ne.s (UNDROP), le Conseil Fédéral suisse persiste dans la voie de la dérégulation et de la privatisation. Dans ses accords, il pousse à un système agricole de prédation. Il prend l'agriculture en otage, afin de renforcer la protection intellectuelle par les brevets, tant sur le plan sanitaire par exemple comme également sur le plan des semences.

Les exemples récents sont les accords avec l'Indonésie, le projet d'accord avec le Mercosur, et la pression continue sur l'ensemble du secteur agricole. Pour l'agriculture suisse, les exemples les plus notables sont les productions laitières, céréalières et viticoles.

Le fondement qui amène une vraie prospérité durable doit être une régulation multilatérale du commerce qui prend en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux. L'OMC et ses accords doivent être démantelés et la régulation commerciale doit se refaire en prenant en compte les aspects susmentionnés.

La souveraineté alimentaire et l'agroécologie paysanne s'affirment comme des solutions incontournables : la relocalisation des systèmes alimentaires est essentielle dans la lutte contre la faim, pour refroidir la planète, préserver la biodiversité et respecter les droits des paysan·ne·s et des travailleur·se·s. Ce sont les personnes et non pas les profits qui comptent le plus !

Cela signifie la récupération de la capacité de production nationale, enracinée dans le secteur de l'agriculture paysanne et familiale, par le biais de budgets du secteur public, de prix garantis, de crédits et d'autres formes de soutien – y compris le soutien à la commercialisation directe entre producteur·ice·s et consommateur·trice·s. L'accès à la terre doit être favorisé pour renforcer l'agriculture paysanne et familiale, ainsi que les systèmes alimentaires et agricoles qui répondent aux besoins des villes et des campagnes. Nous devons renforcer les systèmes de recherche et d'assistance technique basés sur les échanges d'expériences entre paysan·ne·s et la recherche participative.

En tant que paysan·ne·s, nous luttons également pour que la santé soit pleinement considérée comme un droit humain.

Nous affirmons que la santé commence par une alimentation saine et durable qui renforce le système immunitaire, comme le propose la souveraineté alimentaire, une manière de prendre soin du bien-être des personnes **et** de l'environnement.

Avec la Via Campesina, nous exigeons le droit à la santé publique et gratuite pour tous les peuples, tel que défini dans l'article 23 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s (UNDROP). Cela comprend la possibilité d'avoir recours aux méthodes de médecines préventives et aux traitements de long terme, mais aussi la possibilité d'avoir accès aux vaccins. Les vaccins qui ont été développés avec l'aide des deniers publics ne doivent pas être brevetés ni être laissés sous le contrôle et le profit des grandes multinationales !

En plus, chaque individu dans nos sociétés doit avoir accès à toute information afin d'être en mesure d'évaluer les traitements proposés.

Il est inacceptable qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, des centaines de millions de personnes aient faim alors qu'il y a assez de nourriture pour toutes et tous, et que les inégalités et les violations des droits de l'homme s'aggravent.

La lutte pour la dignité, pour la santé, pour des politiques publiques basées sur la souveraineté alimentaire et pour la protection de nos communautés et des ressources naturelles est notre droit ! Avec la souveraineté alimentaire et la solidarité, nous pouvons atteindre la justice sociale et la dignité pour toutes et tous !

**NOUS NOURRISSONS LE MONDE ET CONSTRUISONS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE !**

**MONDIALISONS LA LUTTE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE !  
MONDIALISONS L'ESPOIR EN UN MEILLEUR MONDE !**

Contact presse

Rudi Berli - Secrétaire d'Uniterre - Tel. 078 70 77 883